

## **RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP DE FÉVRIER 2020**

### **Sous-comité sur la protection des renseignements personnels – Aperçu**

Le Sous-comité de la protection des renseignements personnels du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) et du Conseil de la prestation des services du secteur public (CPSSP) a été mis sur pied dans les années 1990. À l'origine un sous-comité du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP), depuis les dernières années, il a relevé conjointement du CDPISP et du CPSSP.

La liste des membres comprend idéalement des représentants de tous les ordres de gouvernements, y compris les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux et les administrations municipales. Les membres du Sous-comité proviennent généralement d'organes gouvernementaux qui fournissent un accès central et des services en matière de protection des renseignements personnels (conseils, politiques, soutien législatif, etc.) au gouvernement, y compris à plusieurs ministères fédéraux principaux.

### **Mandat**

Le mandat, décrit dans le cadre de référence, comprend trois volets :

- fournir un forum national pour échanger des renseignements liés aux recherches sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels, ainsi qu'aux pratiques exemplaires, à la formation, aux produits de la technologie de l'information (TI) et à d'autres ressources connexes pour appuyer les programmes et les objectifs du secteur public;
- soutenir la mission du CDPISP de « permettre l'amélioration de la prestation des services au public canadien grâce à un travail de collaboration à l'échelle des gouvernements et au leadership évident dans le domaine de la gestion de l'information et de la technologie »;
- appuyer le mandat du CPSSP visant à « communiquer l'information, établir des partenariats et favoriser l'adoption de solutions visant à améliorer la prestation des services dans le secteur public » en assurant un rôle de leadership et de coordination pour les questions liées à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.

### **Réunions, téléconférences et autres communications.**

## RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

---

Le mandat du Sous-comité précise qu'au moins une réunion officielle sera tenue chaque année. Dans la mesure du possible, ces réunions seront tenues en concomitance avec des conférences sur l'accès et la protection des renseignements personnels ou d'autres événements semblables organisés un peu partout au pays.

Le groupe s'est rencontré la dernière en septembre 2019 à Fredericton, au Nouveau-Brunswick. Parmi les principaux sujets abordés lors de cette réunion, mentionnons un aperçu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques* (LPRPDE), le *Règlement général sur la protection des données* (RGPD), une séance sur la cybersécurité, la centralisation de l'accès et de la protection de la vie privée, les mesures d'établissement de rapports sur la protection de la vie privée et l'accès au Nouveau-Brunswick, et une table ronde des administrations. Il y a eu un bon taux de présence avec des représentants de presque chaque administration en personne et par téléconférence.

Le Sous-comité ajoute un complément aux réunions en personne au moyen de téléconférences régulières. Les groupes de travail, les groupes de projet et d'autres sous-groupes du Sous-comité tiendront des téléconférences au besoin pour la tenue de leurs activités. Le Sous-comité a reçu l'approbation des Conseils mixtes pour procéder à la création d'un nouveau groupe de travail sur le RGPD. Ce groupe se réunit régulièrement, et d'autres renseignements sont inclus dans la mise à jour qui suit. Il est coprésidé par la Colombie-Britannique et le gouvernement fédéral. L'objectif de ce groupe de travail est d'arriver à une interprétation cohérente d'une loi complexe, accompagnée d'un important programme de conformité, et de communiquer l'information susceptible d'avoir des retombées dans toutes les administrations.

De plus, les membres utilisent régulièrement des courriels pour poser des questions aux autres membres, pour apprendre de l'expérience des autres et pour échanger des renseignements sur les activités menées au sein des administrations respectives de chacun.

Au cours des six derniers mois, il y a eu un dialogue actif continu sur des sujets tels que le protocole en cas d'atteinte à la vie privée et l'établissement de rapports, le gouvernement ouvert, les modèles de services partagés, la législation, les structures de frais et les demandes courantes d'accès à l'information.

### **Plan de travail – Mise à jour en date de janvier 2020**

## RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

---

Au cours des dernières réunions en personne, les membres du Sous-comité ont discuté des principaux objectifs à ajouter au plan de travail. Certains de ces éléments sont toujours en cours. De plus, le groupe a eu la responsabilité de s'occuper de certains produits livrables des conseils mixtes qui ont été ajoutés à cette liste. Le plan traite des domaines suivants :

1. Déterminer les mesures communes (p. ex., frais, établissement de rapports sur l'atteinte à la vie privée, demandes d'accès et divulgation proactive) et élaborer un calendrier d'établissement de rapports. Après avoir élaboré un ensemble de mesures uniformes, ces renseignements seront facilement accessibles pour toutes les administrations afin de les aider avec la planification de l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels.
  - a. Mise à jour sur l'état – Le groupe a déterminé un certain nombre de mesures communes relatives à la protection des renseignements personnels et à l'accès entre les administrations. Certaines de ces mesures comprennent un pourcentage à temps pour les demandes d'accès, le nombre de demandes d'accès, le nombre d'atteintes à la vie privée déclarées et le coût pour achever une demande d'accès. Certaines statistiques, comme le nombre de demandes reçues par habitant, le nombre de jours de traitement pour chaque administration et les types de réponses aux demandes d'accès, ont maintenant été compilées. D'autres discussions sur ce sujet auront lieu pendant les téléconférences mensuelles et le point figure à l'ordre du jour des réunions de Fredericton. L'information sur les mesures d'établissement de rapports est régulièrement communiquée au sein du groupe, et la plupart des administrations établissent des rapports publiquement au moyen de rapports annuels et de sites Web.
2. Élaborer une bibliothèque de documents partagés. Il pourrait s'agir d'un portail SharePoint ou d'un site semblable auquel tous les membres du Sous-comité auraient accès. Les membres consacrent actuellement beaucoup de temps à solliciter le groupe pour des enjeux semblables ou des doublons parce qu'il n'y a aucune bibliothèque de documents partagés. Cela est essentiel une fois que des mesures communes ont été déterminées (tel qu'il est indiqué ci-dessus) afin de simplifier l'échange de renseignements.
  - a. a. Mise à jour sur l'état – Le groupe a commencé à utiliser GCcollab, hébergé par le gouvernement fédéral afin de publier et communiquer de l'information. Une fois que tout le monde dans le groupe sera sur le site, cette ressource devrait être précieuse.
3. Rationaliser les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP). Les conseils mixtes (CM) ont demandé à ce groupe d'examiner des options pour simplifier les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée.

## RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

---

- a. Mise à jour sur le statut ci-dessous.
- 4. Groupe de travail sur le RGPD. Le Sous-comité sur la protection des renseignements personnels dirigera un groupe chargé de discuter des incidences du nouveau règlement sur le Canada.
  - a. Mise à jour sur le statut ci-dessous.
- 5. Harmoniser plus étroitement le travail du Sous-comité aux initiatives du conseil mixte. Le groupe utilise les recommandations du Groupe de travail du cadre et il continuera d'établir des rapports à l'intention des Conseils mixtes et d'accepter de nouvelles tâches recommandées par le groupe.

### Mesures de suivi des conseils mixtes de février 2018

# RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

	Mesure de suivi	Date d'attribution	État	Mise à jour
N° 2B	Le Groupe du RGPD se concentre actuellement sur l'analyse des cas d'utilisation du secteur public afin de déterminer les domaines qui pourraient relever du RGPD, et où une analyse plus poussée est nécessaire.	2018-07-30	En suspens	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le mandat a été finalisé avec le groupe, tout comme le plan de travail.</li> <li>• Le groupe de travail se réunit toutes les deux semaines et participe activement aux réunions.</li> <li>• Notre premier ensemble de produits livrables est terminé : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le mandat et le plan de travail ont été finalisés avec le groupe automne 2018. En attente d'approbation par le CM.</li> <li>• Une présentation « RGPD 101 » par Charles Taillefer (Innovation, Sciences et Développement économique Canada [ISDE], coprésident du Groupe de travail sur le RGPD).</li> <li>• Les administrations qui ont déjà élaboré des documents sur le RGPD en ont fait part au groupe.</li> </ul> </li> </ul> <p>Les autres produits livrables du plan de travail sont en cours, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des mises à jour sur les activités de mobilisation du gouvernement fédéral avec la Commission européenne.</li> <li>• La détermination de conseils juridiques existants, ainsi que de mécanismes de communication de conseils ou d'orientation stratégique qui font état de la</li> </ul>

## RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

				<p>position des administrations sur les questions clés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Des messages et des outils polyvalents pour aider les secteurs de programme des administrations à traiter les cas d'utilisation et à évaluer les niveaux de risque potentiellement associés à différentes activités pour entrer dans le champ d'application du RGPD.</li> <li>• L'analyse des lignes directrices récemment publiées par la Commission européenne sur la portée territoriale du RGPD (mi-novembre 2019) appuie les résultats livrables ci-dessus.</li> <li>• Nous collaborons et communiquons le matériel sur GCcollab et nous avons établi une pratique de « Share &amp; Tells » bihebdomadaires selon laquelle chaque semaine, une administration différente transmet une nouvelle importante liée au RGPD pour nous aider à rester au courant du déroulement de la mise en œuvre et pour encourager la participation du groupe.</li> <li>• Le groupe de travail est sur la bonne voie avec le plan de travail qui a été examiné par le groupe et présenté au ministère de la Justice Canada. Tous les points qui n'ont pas été traités ou qui ne sont pas déjà en cours sont en attente de mesures en cours.</li> </ul>
--	--	--	--	--

# RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

N° 7	Le Sous-comité sur la protection des renseignements personnels fera rapport aux Conseils mixtes sur la demande d'information ayant trait à la rationalisation de l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée et aussi sur le lien entre les travaux de ce groupe et la priorité sur l'identité numérique et les travaux entourant la cybersécurité et le Groupe de travail sur l'informatique en nuage.	2018-02-21	En suspens	<p>1) La simplification de l'ÉFVP a fait l'objet de discussions à la récente réunion en personne du Sous-comité de la protection des renseignements personnels à Toronto l'année dernière. Le groupe s'est engagé à explorer des options pour ce travail à l'interne. Une fois que le groupe aura été établi et qu'il se sera réuni, nous prévoyons établir un rapport sur les échéanciers et les produits livrables prévus.</p> <p><u>Mise à jour de janvier 2019</u> – Le groupe de l'ÉFVP a établi un espace sur GC Collaboration pour les travaux futurs et une liste de sujets pour la prochaine discussion.</p> <p><u>Mise à jour de septembre 2019</u> – les réunions se poursuivent. À ce jour, elles portent surtout sur l'échange de renseignements, et ce sous-groupe pourrait exiger d'autres directives des Conseils mixtes sur des produits livrables précis.</p>

## RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU SOUS-COMITÉ DE LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CDPISP ET DU CPSSP

				2) Nous avons participé, rencontré ou informé chacun des groupes de l'informatique en nuage et de l'identité numérique et nous avons veillé à ce qu'ils soient au courant du travail du Sous-comité sur la protection des renseignements personnels et de l'accès à l'information et que nous soyons ouverts à la collaboration ou à la consultation et disponibles à cette fin. En <u>janvier</u> , nous avons rencontré le coprésident du Sous-comité sur la protection de l'information et nous avons établi un calendrier de réunions trimestrielles.
--	--	--	--	---

### **Mandat de surveillance, échange de renseignements, réunions en personne.**

Puisque le Sous-comité sur la protection des renseignements personnels joue également un rôle de conseiller et de communauté d'experts, il consacre une partie importante de temps à s'informer de toute nouvelle disposition législative, politique, atteinte à la vie privée et question, telle que l'émergence d'initiatives de gouvernement ouvert et leurs incidences sur le gouvernement.

### **Prochaine réunion**

La prochaine réunion en personne aura probablement lieu à Victoria, en Colombie-Britannique, à l'automne 2020. Les téléconférences mensuelles continuent d'avoir lieu le deuxième mardi de chaque mois.